

**Alternative
Libertaire**

**anticapitalisme
autogestion**

FACE À SEILLIÈRE-RAFFARIN

Tou-te-s sur la brèche !

Refuser le travail forcé

Le gouvernement Raffarin prend un risque conséquent avec la suppression du lundi de Pentecôte, le 16 mai prochain. Le cynisme du pouvoir est d'autant plus grand que sa responsabilité est avérée dans le décès de plus de 15 000 personnes âgées pendant la canicule de l'été 2003. Cette obligation du travail gratuit permettrait de détourner de la masse salariale environ 2 milliards d'euros par an ! Ce hold-up est vécu comme une provocation par les travailleur(se)s. La grève des salarié(e)s du groupe Total a inauguré le 7 avril une fronde qui ne demande qu'à faire tâche d'huile. Ce qui reste d'actualité, c'est la revendication d'une véritable réduction du temps de travail sans baisse de salaire ni flexibilité, et avec embauches correspondantes. Le 16 mai, tous et toutes en grève contre le travail forcé !

Rejoindre les lycéen(ne)s dans l'action

Autre dossier brûlant pour le gouvernement : la mobilisation lycéenne qui se poursuit et se radicalise même après l'adoption de la loi Fillon. Malgré l'ampleur de la répression et la thèse du « complot anarchiste » complaisamment relayée par les mass-médias, la pression se maintient. Blocages de lycées, occupations de rectorats et de locaux de l'Education nationale, manifestations hebdomadaires dans plusieurs grandes villes se sont succédés jusqu'aux vacances scolaires. L'enjeu, après les vacances, est de maintenir la pression et surtout de surmonter les réticences des syndicats enseignants pour construire la grève générale dans l'Education nationale. L'urgence est également de constituer un véritable réseau de soutien face à la répression d'ampleur qui frappe les lycéen(ne)s.

Lutter contre la précarité

Passé le choc émotionnel, la mort de plus de 20 personnes, dont 10 enfants, majoritairement d'origine immigrée, dans l'incendie de l'hôtel de Provence à Paris le 15 avril remet dramatiquement en exergue les revendications autour du droit au logement. Plus largement, ces familles sont prises dans une spirale de la précarité dans laquelle il faut pointer les responsabilités gouvernementales et patronales : logement, santé, travail,...

C'est d'ailleurs l'objectif des Marches du printemps contre la précarité de porter le débat de la convergence pour une

contre-offensive sociale, qui passe par une redistribution des richesses.

Porter un NON anticapitaliste à la Constitution

Si la victoire du NON à la constitution européenne semble possible le 29 mai prochain, nous devons contribuer à ce que ce soit un NON clairement anticapitaliste, féministe et antimilitariste qui soit mis au cœur du débat. Mais cette victoire, qui peut provoquer une crise majeure des institutions européennes, n'aura de sens que si elle s'articule avec le développement des luttes.

Parce que cette constitution encourage les attaques contre les droits des femmes en exaltant le « droit à la vie » et en refusant de reconnaître le droit à l'avortement, en célébrant le droit de la famille tout en écartant du traité le droit au divorce, il faudra manifester le 28 mai à Marseille pour accueillir la Marche mondiale des femmes, et dire NON à la constitution européenne le 29 mai.

Parce que cette Constitution consacre la toute-puissance du marché par le dumping social et l'écrasement des services publics, il faudra la rejeter le 29 mai.

Parce qu'elle encourage les États à développer leurs capacités militaires (article I-41-3), et que les partisans du « oui » osent dire que l'Union européenne, c'est la paix alors même que les armées italiennes, polonaises et britanniques entre autres occupent l'Irak, il faudra clairement faire entendre le 29 mai que nous nous opposons à tous les impérialismes en Europe comme ailleurs en disant NON à la constitution capitaliste de l'Europe.

Les 1^{er}, 16, 28 et 29 mai doivent être l'occasion de manifester notre colère contre la politique réactionnaire du gouvernement et contre une construction capitaliste de l'Europe qui ne bénéficie qu'à une minorité privilégiée.

Ils doivent également constituer les temps forts d'un redémarrage des luttes et de la construction d'un Front social, porteur d'un projet radical de transformation de la société.

Alternative libertaire

BP 295

75921 Paris Cedex 19

contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

ne pas jeter sur la voie publique SVP.

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).
NOM..... PRÉNOM..... TÉL..... E-MAIL
ADRESSE.....